

## 2 Politique

# Tournée nationale du secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais/Etapes de Pana et Dienga Les pédégistes logovéens attachés à leur responsabilité historique

Juste KOMBILE MOUSSAVOU  
Dienga/Gabon

**Conscients de ce que le PDG fut créé le 12 mars 1968 sur les bords de la Bouengué, les Logovéens n'entendent nullement se départir de la ligne tracée par certains hommes politiques originaires de leur province aujourd'hui disparus.**

LE secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi, a bouclé, lundi dernier, à Dienga, chef-lieu du district éponyme, son périple dans la province de l'Ogooué-Lolo après avoir séjourné la veille, avec l'ensemble des membres de sa délégation, à Pana, chef-lieu du département de la Lombo-Bouengué. Au contact des militants durant quatre jours, il s'est particulièrement réjoui de leur fidélité et attachement aux idéaux de leur formation politique et à son "Distingué camarade président" Ali Bongo Ondimba.

A l'approche des élections présidentielle et législatives, les pédégistes logovéens ont tenu à démontrer qu'ils n'entendaient nullement se détourner des sillons tracés par Jean-Stanislas Migolet, Paul Moukambi, Arsène Bouguendza, etc., des hommes politiques originaires de leur province ayant travaillé aux côtés du président Omar Bongo Ondimba. Ce, d'autant plus que le PDG fut créé à Koula-Moutou, le 12 mars 1968. Une sorte de responsabilité historique que les militants assument pleinement en



Photo : JKM

Le secrétaire exécutif du PDG, Faustin Boukoubi, ici à Pana, a démenti certaines rumeurs.



Photo : JKM

Le membre du bureau politique PDG, madame Irène Lindzondzo lors de son intervention à Pana.



Photo : JKM

Le groupe d'animation des femmes de Dienga a répondu à l'appel.



Photo : JKM

Des officiels lors d'une étape dans l'Ogooué-Lolo.

étant parfaitement conscients des enjeux politiques de l'heure. Lesquels, selon eux, s'articulent autour de la préservation de la paix, notre vivre ensemble, la consolidation de notre démocratie et l'amélioration des conditions de vie des populations. S'agissant de ce dernier point, les habitants de Mulundu, l'Ofoué-Onoye, la Lolo-Bouengué et la Lombo-Bouengué attendent tout particulièrement l'amélioration de leur réseau routier, un meilleur accès aux structures sani-

taires, l'extension du réseau d'eau, d'électricité et la lutte contre le chômage des jeunes, etc. Autant de maux sur lesquels surfe l'opposition.

D'où la détermination et l'énergie avec laquelle, Faustin Boukoubi s'est attelé, à chaque étape, à expliquer aux populations que l'arrêt momentané de certains chantiers initiés à travers le pays résultait moins d'un désengagement des pouvoirs publics que de la baisse des cours du baril de pétrole, principale source de recettes budgétaires de

notre pays. Non sans avoir souligné la volonté du chef de l'Etat à améliorer le quotidien de ses compatriotes. Pour preuve, a-t-il mentionné, l'inauguration récente de la mini centrale électrique d'Iboundji par le numéro un gabonais, le lancement par celui-ci du projet Graine dans la province de l'Ogooué-Lolo ou encore l'inauguration, dimanche dernier, de la station de traitement des eaux de Pana par la ministre déléguée au Commerce, Irène Lindzondzo. C'est dire, à entendre cette

dernière, qu'en dépit de certaines difficultés, les Logovéens entrevoient leur avenir avec Ali Bongo Ondimba. Pour ce faire, ils l'ont appelé à se porter candidat à sa propre succession tout en lui promettant «une victoire propre et sans bavure à l'élection présidentielle à venir».

Pour y arriver, ils entendent s'appuyer sur la dynamique impulsée lors des dernières élections locales et sénatoriales. Des scrutins au sortir desquels, le PDG s'était adjugé la totalité des sièges de sénateurs et de présidences

des conseils municipaux et départementaux de la province. Aidé en cela par sa forte capacité de mobilisation, son implantation sur le terrain, l'entente, l'unité et la cohésion entre les principaux responsables politiques de cette partie du pays. Comme quoi, à en croire plusieurs militants, le séjour du secrétaire général de leur parti aura été bénéfique à plus d'un titre. Tant il leur aura notamment permis de mettre un terme à certaines supputations, tout en étant convaincus que «le PDG est toujours debout».

## Tribune des Partis politiques

### Bal masqué

IL y a moins d'un mois, réunis au siège du Congrès pour la démocratie et la justice (CDJ) à Petit-Paris, quelques partis politiques de l'opposition, notamment ceux signataires de la "Déclaration du 23 mars 2015", émettaient, une fois encore, comme en mars 2015, l'idée de la tenue, sur proposition du président de la République, Ali Bongo Ondimba, d'un "dialogue national inclusif et sans tabou". Cela, "avant l'organisation de l'élection présidentielle et des législatives" qui pointent à l'horizon. Y prenaient part : Jules Aristide Bourdes Ogouliguende (CDJ), Louis-Gaston Mayila (Union pour la nouvelle République, UPNR), Victor-Alain Eya Mvey (Morena) et bien d'autres responsables des formations politiques constitutives de ce groupement politique de l'opposition. L'appel en lui-même ne pose aucun problème. Puisque ce n'est qu'un vœu émis pour tenter de trouver une issue favorable à la crise politique qui perdure. L'éventualité d'un tel rassemblement pouvant, selon eux, avoir le mérite de dégeler, autant que faire se peut, le climat sociopolitique actuel. Plutôt délétère toutes

proportions gardées.

Or, en défendant une telle posture, celle de voir se tenir un dialogue national inclusif avant l'organisation des joutes électorales qui se dessinent, nombre des compatriotes estiment, à tort ou à raison, que le président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), le secrétaire général du Congrès pour la démocratie et la justice (CDJ) et leurs pairs signataires de la déclaration susmentionnée, ont choisi de s'inscrire, mais de manière insidieuse, dans le registre des acteurs politiques qui optent pour le report des élections inscrites au rôle de l'année en cours. Car, aux yeux de leurs contempteurs, mais aussi d'une certaine opinion opposée à toute idée de report, cet appel apparaît à tout le moins sournois eu égard au temps imparti. En ceci, pensent-ils, qu'il est quasiment impossible de préparer un dialogue, toute chose qui demande beaucoup de temps de préparation, et organiser deux joutes électorales (Présidentielle et Législatives) en l'espace de moins de six mois qui nous séparent du mois d'août 2016 pressenti, du reste, pour la tenue du

scrutin présidentiel.

De sorte que certains compatriotes en viennent désormais à accuser lesdits signataires, de ramer à contre courant. Et donc de prêcher pour leur chapelle. Les imaginant même assis sur deux chaises. Ou encore, d'avancer masqués dans un marigot politique où (pourtant) les dés semblent jetés. Du moins si l'on s'en tient aux déploiements actuellement observés sur le terrain. Dans l'arrière-pays où le Parti démocratique gabonais (PDG), le Front de l'opposition pour l'alternance (Fopa), l'UDIS et dans une moindre mesure le Centre des libéraux réformateurs (CLR) et l'Adere (tendance Florentin Moussavou), l'Alliance pour le nouveau Gabon (ANG) de Séraphin Akure-Davain, procèdent à la dynamisation de leurs structures de base. Pendant que les écuries politiques de la déclaration du 23 mars 2015, continuent, elles, curieusement, de ruer dans les brancards. Suspendues aux lèvres d'un dialogue qui reste encore virtuel ou fictif. Preuve, comme on le susurre, que le combat de Mayila, Ogouliguende et compagnie

est ailleurs.

Puisque quelques jours seulement après cet appel renouvelé, qui demeure encore sans suite favorable, ils étaient aperçus, avec Richard Moulomba et bien d'autres, aux côtés de Jean Ping, lors de la signature de la "Convention" le soutenant. Sauf à s'y méprendre, leur présence à Ntchoréré a les allures d'un chantage. Histoire de pousser les décideurs, encore dubitatifs sur leur sérieux, à hâter le processus du dialogue qu'ils souhaitent tant. A moins qu'ils soient véritablement décidés à soutenir M. Ping. Et là aussi, en vieux baroudeur politique, contrairement à Louis-Gaston Mayila, Jules Aristide Bourdes Ogouliguende qui joue la carte de la prudence ne s'est pas encore prononcé sur un éventuel soutien au natif d'Omboue. Mais vu que la politique étant l'art de créer des événements et de se jouer d'eux et des hommes, attendons de voir si dans les jours à venir, les réalités du moment pourront résister aux desseins inavoués et autres boursoufflures d'egos.